

# Évolution dans l'enseignement supérieur norvégien durant les 20 dernières années

En 1990, la Norvège avait 4 universités, et une centaine de collèges (høgskole, university college)

## 1994: Høgskolereformen – la réforme des collèges

En 1994, 98 høgskoler sont regroupées en 26 entités plus importantes selon des critères géographiques ou de formation. En outre, plusieurs formations artistiques ont été regroupées en deux collèges artistiques à Oslo et Bergen. Désormais, chacune des 19 régions norvégiennes a au moins un collège sauf deux régions (Vest Agder et Øst Agder) qui ont un collège commun (devenu université depuis). Ces collèges assurent les formations professionnelles d'une durée de 3 ou 4 ans et forment donc principalement enseignants, infirmiers, techniciens supérieurs, ...

Le but de la réforme était principalement de faire des économies d'échelle et de libérer le personnel enseignant des travaux administratifs pour se concentrer sur l'enseignement et la recherche.

Néanmoins, un rapport d'évaluation 5 ans plus tard montre que les économies d'échelle n'ont pas eu lieu, et que la réforme a au contraire accru les tâches administratives du personnel enseignant.

## 2003 : Kvalitetsreformen – la réforme de la qualité

Dans la mouvance du processus de Bologne, la commission Mjøs (1998-2000) produit un rapport qui donne lieu à la kvalitetsreformen (réforme de la qualité). Les grandes lignes de cette réforme sont :

- Remplacement du système des diplômes cand.mag et cand. philol/cand. scient., par le système LMD (bachelor, mastergrad, PhD). Introduction du système de notes ECTS afin d'adapter le système norvégien à un système international.
- Création d'un nouveau système de financement des établissements. Ce nouveau système a trois composantes : une composante de base décidée politiquement, et deux composantes de production. La première de celles-ci est la production de crédits ECTS. Chaque crédit est récompensé par une certaine somme (dépendant uniquement du type d'enseignement). La seconde est la production de résultats de recherche. Chaque publication scientifique publiée reçoit un nombre de points (dépendant du niveau du journal où la publication a lieu) et ces points sont repartis entre les auteurs (indépendamment de leur niveau d'implication dans la publication). Une « cagnotte de recherche » nationale est alors répartie entre les différentes institutions au prorata du nombre de points. Alors que la première composante de production rapporte plus d'argent des qu'on « produit » plus d'étudiants, la deuxième est un jeu à somme constante.
- Création de NOKUT (organe national pour la qualité de l'enseignement) qui évalue, accrédite et approuve les institutions et leurs portefeuilles d'études afin de s'assurer de leur bon niveau.

La réforme a repris aussi plusieurs éléments du rapport de la commission Ryssdal qui s'est penchée sur la question de la gestion des universités. La réforme a alors donné une liberté plus accrue au niveau

organisationnel, économique et scientifique (par exemple les institutions peuvent choisir d'élire ou bien de nommer les présidents d'université). La réforme réaffirme le principe de gratuite des études.

Quelques conséquences de la réforme :

- 3 collèges ont obtenu le statut d'université (Stavanger, Agder et Ås) puisqu'ils satisfont les critères établis par NOKUT
- Grosse inflation du nombre de programmes d'études
- Les étudiants sont suivis de beaucoup plus près

Beaucoup (dont Forskerforbundet) critiquent néanmoins cette réforme car elle n'a pas été financée, et qu'elle s'est faite au détriment du temps consacré à la recherche et au développement.

## **2006-2008 : la commission Stjernø**

La commission Stjernø recommande la fusion de collèges/universités afin de former 8-10 universités régionales. De plus grosses institutions seraient en effet plus aptes à concourir internationalement/nationalement pour les programmes de recherche, et en même temps faire des économies d'échelle.

Le pouvoir politique a pour l'instant décidé de mettre le rapport au placard, mais quelques institutions ont décidé de fusionner de leur plein gré (par exemple l'université de Tromsø et le collège de Tromsø en 2009). D'autres fusions sont en cours (par exemple les collèges d'Akershus et d'Oslo de leur plein gré, ou bien l'université d'Ås et le collège vétérinaire par décision politique). Certaines fusions ont été stoppées (par exemple l'université de Tromsø et les collèges d'Harstad et d'Alta). A noter que dans toutes ces fusions, le personnel n'a pas pu donner son avis.

## **Budget 2007 : Hvileskjær (îlot de repos)**

Le budget de l'éducation de l'époque. Øystein Djupedal annonce lors de la présentation du budget 2007 une coupe de 275 millions de couronnes dans la composante de base du financement des universités, ainsi que la réduction du nombre de doctorants. Le secteur souffre toujours des séquelles de cette coupe budgétaire.

## **2007 : Abrogation de l'accord spécial (særavtale)**

Jusqu'en 2007, le secteur avait un accord spécial qui garantissait aux enseignants chercheurs des universités le principe 50/50 entre enseignement et recherche et régulaient les heures supplémentaires. En partie à cause de la création de nouvelles universités (qui n'avaient pas cette répartition 50/50) un désaccord entre le syndicat Forskerforbundet et l'État a abouti à l'abrogation de cet accord le 1er août 2007 (l'État considérait que l'accord ne portait que sur les heures supplémentaires, pas sur la répartition, alors que pour Forskerforbundet l'accord sur la répartition et les heures supplémentaires faisait un tout). Désormais chaque institution peut décider de la répartition du temps de travail de chaque personnel. Cela amène aussi la question de l'enregistrement du temps de travail et des heures supplémentaires, car

le personnel est alors sous la législation générale de régulation du temps de travail.

Hugues Verdure, Forskerforbundet  
Institute of Mathematics and Statistics  
University of Tromsø  
9037 Tromsø  
Norway